

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR CST / CSP / CRA 9805 CONJOINT DE FRANÇAIS – PREMIÈRE DEMANDE

Références réglementaires :

- L. 423-1 CESEDA ;
- Art. 6 (2) de l'accord franco-algérien
- Art. 7 quater de l'accord franco-tunisien.

Conditions d'octroi :

- entrée en France avec un visa de long séjour (à défaut : le visa de régularisation s'applique)
- mariage avec un ressortissant de nationalité française (transcrit si célébré à l'étranger) ;
- communauté de vie avec le conjoint ;
- ne pas constituer une menace pour l'ordre public.

RECOMMANDATIONS

Vous devez fournir les **originaux** et les **photocopies** de tous les documents ci-dessous.
Les photocopies doivent être lisibles, format A4, sans agrafes et triées dans l'ordre de la liste.
Les documents en langue étrangère doivent être traduits par un traducteur assermenté auprès d'une cour d'appel.
La **présence du conjoint français** est nécessaire le jour du rendez-vous.

PIÈCES À FOURNIR (originaux et photocopies)

- Formulaire de demande de titre de séjour** intégralement complété, daté et signé
- Passeport** (pages identité, visas, cachets d'entrées et de sorties du territoire) et/ou **justificatif d'état civil et de nationalité** (carte consulaire, carte d'identité nationale).
- Visa mention « carte de séjour à solliciter »**
ou **titre de séjour en cours de validité** (changement de statut)
- Extrait d'acte de naissance avec filiation** ou copie intégrale d'acte de naissance.
- Si vous avez des enfants** : livret de famille ou extraits d'acte de naissance des enfants avec filiation.
- Justificatif de domicile de moins de six mois** :
Si vous êtes locataire : facture d'électricité, de gaz, d'Internet ou quittance de loyer non manuscrite, etc. Si vous êtes propriétaire : acte de propriété et facture d'électricité, de gaz ou d'Internet.
Si vous êtes hébergé chez un particulier : attestation d'hébergement + justificatif de domicile récent + copie recto-verso de la CNI ou carte de séjour de l'hébergeant (nb : la carte de séjour de l'hébergeant doit indiquer la même adresse).
- Justificatifs de mariage** : acte de mariage (transcrit à l'état civil français si le mariage a été célébré à l'étranger).
- Justificatif de nationalité française du conjoint** : carte d'identité nationale (copie recto-verso lisible) ou certificat de nationalité française de moins de 6 mois.
- Justificatifs de communauté de vie** : tous documents permettant de prouver la vie commune en France et/ou à l'étranger, y compris avant la date du mariage (bail établi aux deux noms, naissance d'enfants communs, factures et courriers reçus aux noms des époux à la même adresse, attestations bancaires, attestations diverses, etc.).
- Déclaration sur l'honneur signée par les deux époux de communauté de vie** signée le jour du rendez-vous.
- 3 photographies d'identité récentes** (format 3,5 cm x 4,5 cm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005).

ACCÈS À UNE CARTE DE SÉJOUR DE 10 ANS

CR / CRA 1501

Sous réserve de ne pas constituer une menace pour l'ordre public et d'être en situation régulière (visa ou titre de séjour valide) :

Algériens et Tunisiens : après 1 année de mariage, sous réserve de la régularité du séjour en France et de la continuité et de la réalité de la communauté de vie (CR / CRA 1501).

Autres nationalités : après 3 ans de mariage, sous réserve de la continuité et de la réalité de la communauté de vie et de justifier de l'intégration républicaine et de la maîtrise du niveau A2 en langue française (CR 1501). Pour justifier du niveau de langue A2 : diplôme obtenu en France ou test certifiant TCF/TEF dénommé "Intégration, résidence et nationalité" (IRN)

REMISE DU TITRE DE SÉJOUR ET TAXES À PAYER

Vous recevrez un SMS lorsque votre nouveau titre de séjour sera disponible en préfecture, vous précisant le montant des timbres fiscaux à acquitter, que vous pouvez acheter sur timbres.impots.gouv.fr ou en bureau de tabac :

Première demande de titre de séjour « conjoint de français » : **225€**

Accès à une carte de 10 ans « conjoint de français » : **225€** (sauf algériens : 0€)

DÉCLARATION DE COMMUNAUTÉ DE VIE

Le déclarant (demandeur du titre de séjour) :

Monsieur - Madame

Nom _____

Prénom _____

Né(e) le _____

Lieu de naissance _____

Nationalité _____

et son/sa conjoint(e) :

Monsieur - Madame

Nom _____

Prénom _____

Né(e) le _____

Lieu de naissance _____

Nationalité _____

Mariés depuis le _____

Pacés depuis le _____

déclarent sur l'honneur que la communauté de vie n'a pas cessé depuis le mariage / pacs.

Fait à _____, le _____

Signature du demandeur

Signature du conjoint

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts en vue d'obtenir un titre de séjour.

Le fait de contracter un mariage aux seules fins d'obtenir, ou de faire obtenir, un titre de séjour ou le bénéfice d'une protection contre l'éloignement, ou aux seules fins d'acquérir, ou de faire acquérir, la nationalité française est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 15 000 Euros d'amende.

Ces peines sont également encourues lorsque l'étranger qui a contracté mariage a dissimulé ses intentions à son conjoint.